

*How did Paris*

## CROISSANCE URBAINE ET INSERTION DES MIGRANTS DANS LES VILLES AFRICAINES

Philippe ANTOINE  
(ORSTOM, Dakar)

L'Afrique Noire, qui connaît un taux de croissance démographique très élevé, est également la région du monde où le taux d'urbanisation croît actuellement le plus rapidement, passant de 12 à 30 % entre 1950 et 1980. Certes le continent reste encore peu urbanisé, au regard de l'Europe ou de l'Amérique Latine, mais le rythme de la croissance urbaine particulièrement rapide pose des problèmes graves et complexes, car tous les pays connaissent une progression de leur population urbaine plus élevée que leur croissance naturelle. La population africaine a doublé entre 1950 et 1980 mais, dans le même temps, la population urbaine a été multiplié par cinq (HUGON, 1988). On estime qu'elle doublera encore avant la fin du siècle. D'après les projections des Nations Unies, 42 % de la population du continent sera urbanisée d'ici l'an 2000.

La migration a pour effet d'élargir l'espace de vie de l'individu, qui, néanmoins, garde souvent des contacts avec son village d'origine, ses premières relations de travail... Ce changement d'espace de vie n'exclut pas aussi qu'au cours de son existence, l'individu revienne séjourner à son lieu d'origine. C'est souvent le but de nombreux migrants qui partent à la recherche de revenus monétaires, afin de construire un logement, d'ouvrir un commerce, de créer une activité artisanale dans leur localité d'origine.

L'insertion urbaine est un processus dynamique, mais qui n'aboutit pas toujours à une intégration durable ou définitive en ville. Le migrant peut percevoir son séjour urbain comme une étape transitoire, même si ce "transitoire" peut s'étendre sur une très longue période de sa vie. D'autres migrants envisagent leur avenir dans la ville d'accueil. Les conséquences des migrations varient selon la nature de l'économie locale, les opportunités urbaines, et les dynamiques sociales en oeuvre.

### I. UN CONTINENT EN VOIE D'URBANISATION:

Au sein du continent, le Maghreb est la région la plus urbanisée, avec 44,1% de la population résidant dans les villes en 1980. En Afrique Sub-saharienne, c'est la côte de l'Afrique de l'Ouest qui avec un taux de 42,6 % est la plus urbanisée, et elle se caractérise par une concentration marquée de population dans les grandes villes portuaires. L'Afrique centrale, particulièrement le Congo et le Gabon, enregistre également une certaine urbanisation. A l'opposé toute la face orientale de l'Afrique et la zone australe sont nettement moins urbanisées. Cependant tous les pays connaissent une croissance de la population urbaine plus élevée que la croissance naturelle (HUGON, 1988).

Par rapport aux autres régions du monde, les villes africaines restent de dimension faible ou moyenne. La majorité de la population urbaine vit encore dans des villes de moins d'un million d'habitants (81 % en 1970, 69 % en 1985), mais



la part de la population résidant dans les grandes villes augmente rapidement. La proportion de la population demeurant dans des villes ayant plus d'un million d'habitants est passée de 19 % en 1970 à 31 % en 1985, et le nombre de villes millionnaires s'accroît.

L'existence de villes est un phénomène très ancien en Afrique, mais c'est la colonisation qui a imprimé à l'urbanisation le caractère qu'elle connaît encore de nos jours. Les grandes villes actuelles ont été fondées par le pouvoir colonial dans des sites choisis en fonction de considérations liées à ses besoins, et la localisation des grands centres urbains reste marquée par cette extraversion: la plupart des grandes villes sont des ports maritimes. Dès cette époque les investissements ont été concentrés dans des villes uniques où résidait l'essentiel des cadres dirigeants de l'administration coloniale. Mais, même ces villes coloniales étaient avant tout africaines. Ainsi Dakar, qui accueillait, en 1926, 38 % de la population non africaine de toute l'Afrique de l'Ouest francophone, comptait seulement 8 % de non africains (pour moins de 2% en 1976). Comme le fait remarquer C. COQUERY (1988), "le choc colonial a constitué un élément décisif de l'urbanisme africain contemporain par la juxtaposition et l'inévitable interpénétration de deux modèles apparemment contradictoires : le ou plutôt les modèles autochtones anciens, et le modèle spécifique colonial/blanc/métro-politain". Cette juxtaposition se retrouve aujourd'hui, et en particulier la connaissance de la langue du colonisateur reste un élément quasi indispensable à l'acquisition d'un certain statut, d'une certaine place dans la société.

La plupart des pays déjà fortement urbanisés, comme le Gabon, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Bénin connaissent nettement la prééminence d'une ville. Mais ce schéma n'est pas général, et dans certains pays, il existe plusieurs grandes villes (généralement deux) dont la capitale économique et la capitale politique qui sont alors en compétition sur le plan démographique comme Yaoundé et Douala au Cameroun, ou Brazzaville et Pointe Noire au Congo. Il faut cependant mettre à part le cas du géant nigérian qui compte plusieurs grands centres urbains comme Lagos (4,5 Millions d'habitants en 1985), Ibadan (4,5 M habitants), Kano (1,6 M habitants), Port Harcourt, Kaduna, Ilorin (environ 1 million d'habitants chacune)(ONIBOKUM, 1989). On constate que ces tendances se confortent avec le temps et que le phénomène de macrocéphalie s'accroît dans les pays où la primauté d'une ville existait déjà dans les années soixante. Jusqu'à présent, malgré les espoirs, il a été fort difficile de réorienter les flux migratoires vers les villes secondaires. La macrocéphalie constitue une caractéristique majeure de l'urbanisation en Afrique.

La croissance démographique a continué de bénéficier davantage aux très grandes villes du fait du dualisme de la société et de l'économie: le secteur moderne ne s'est implanté que dans très peu de localités et les classes aisées, principales consommatrices de services diversifiés, se concentrent dans ces agglomérations. L'évolution des effectifs de population de la plupart des capitales africaines montre une accélération de la croissance dans les années 1960-65, même si certaines villes voient leur développement s'infléchir depuis 1980. Ainsi la croissance de la population d'Abidjan s'est nettement ralentie sur la période 1978-1984, cette métropole atteint 2 millions d'habitants en 1988, contrairement aux prévisions qui voyaient la ville dépasser les trois millions d'habitants en 1990. Le ralentissement

est dû aux conséquences de la crise économique et s'est traduit par le retour dans leur pays de nombreux migrants étrangers, Burkinabè en particulier. Ce fait n'est certainement pas sans répercussions sur le peuplement de Ouagadougou qui semble connaître une accélération de son rythme de croissance et un afflux de migrants supplémentaires.

La figure I ci jointe nous donne une idée de l'ampleur de la croissance démographique de certaines capitales africaines. Face à ce vertige des chiffres on imagine bien les nombreux problèmes que pose la concentration de la population à un point du territoire. Dakar en est une bonne illustration, en 1985 l'agglomération comptait 54% de la population urbaine et 21% de la population totale du Sénégal. La ville concentrait 67% de la production industrielle et 73% de la valeur ajoutée nationale. Malgré cette concentration des richesses, le taux de chômage était le plus élevé du Sénégal et estimé à 22% de la population active (Plan régional de développement de la région de Dakar).

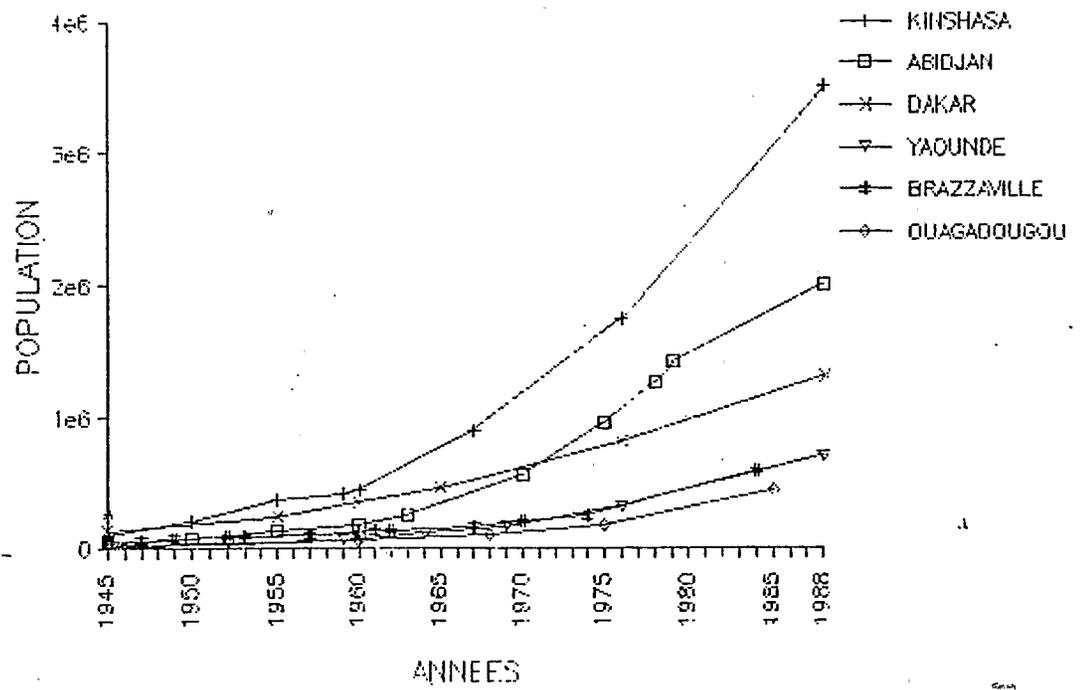
Les équipements urbains et les emplois ne suivent pas le rythme de la croissance démographique. La ville africaine est dévoreuse d'espace, et au fur et à mesure de son extension les charges des différents équipements urbains deviennent élevées du fait de la longueur des réseaux: alimentation en eau, assainissement, transports... Un autre problème grave se pose en ville, c'est celui des modèles de consommation qui s'y développent. Dans de nombreuses agglomérations, on a développé la consommation de produits manufacturés mais souvent aussi celle de biens alimentaires non produits localement (le riz, le blé, de nombreux fruits et légumes,...). L'importation de ces denrées représente une charge annuelle importante qui contribue au déficit de la balance commerciale. En Afrique subsaharienne, le phénomène urbain constitue une préoccupation majeure, car la croissance démographique rapide des villes s'est faite sans rapport avec le développement des capacités de production économique (Ph. ANTOINE, L. SAVANE, 1990).

## II. MIGRATIONS ET URBANISATION

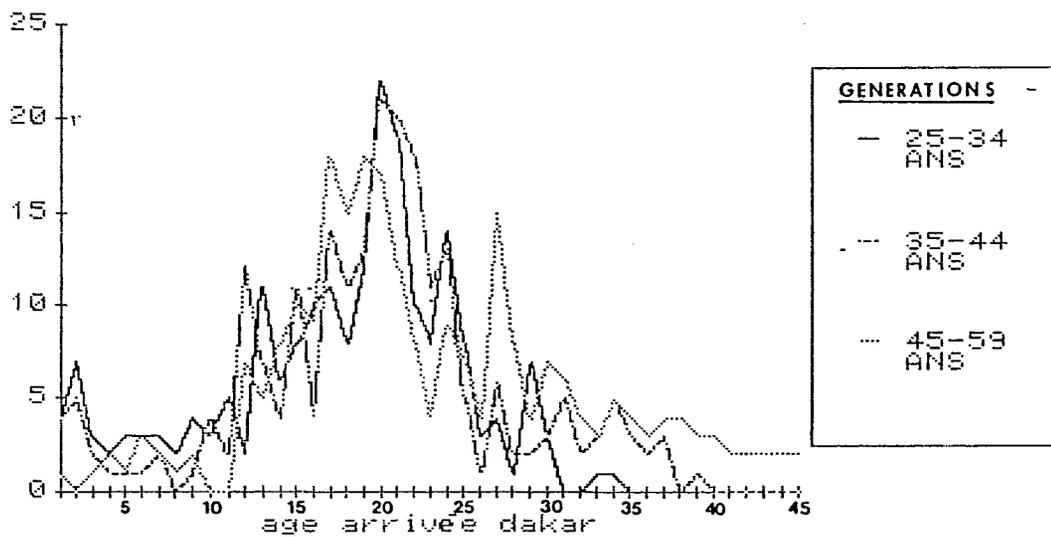
De nombreux chercheurs se sont efforcés d'expliquer et de caractériser l'urbanisation en Afrique. On l'a considérée comme un facteur de développement puisque apparemment l'urbanisation est synonyme d'industrialisation et de modernisation. De plus la ville aurait une fonction positive de diffusion de la "culture urbaine", et d'affirmation de l'individu. Mais d'autres théoriciens ont mis en évidence le fait que contrairement à ce que l'on a observé dans le monde industrialisé, l'urbanisation n'est dans l'Afrique indépendante, ni le corollaire ni le moteur d'un quelconque développement économique; elle n'a pas été entraînée par une mécanisation de l'agriculture ayant dégagé une surpopulation relative. Elle résulte plutôt de la dégradation rapide des conditions de vie dans les campagnes donc fondamentalement, de la crise de l'agriculture.

On considère, en Afrique, qu'environ 60% de l'accroissement de la population urbaine est dû aux migrations et 40% à l'accroissement naturel, qui pourrait, à l'avenir, devenir le principal moteur de cette croissance urbaine. La situation diffère des autres continents où la croissance urbaine n'est imputable que pour 25 à 30 % aux migrations (THUMERELLE, 1986). Cependant le phénomène est très variable selon les villes. Par exemple, à Dakar, une faible part de la

## CROISSANCE DE LA POPULATION DEPUIS 1945



### AGE D'ARRIVEE PAR GENERATIONS



croissance est due aux migrations, alors qu'au contraire à Yaoundé et à Brazzaville les migrations s'accroissent ces dernières années. Il ne s'agit là que d'indications globales, qui prennent en considération l'ensemble de la population tous âges confondus. Or le phénomène migratoire concerne en particulier les individus d'âges actifs, et même une croissance migratoire faible peut cacher des flux importants à certains âges. Ainsi à Dakar, en 1989, 30% des hommes et 24% des femmes âgées de 25-29 ans sont arrivés après 1980 (1). A Brazzaville le phénomène est encore plus marqué. A 20-24 ans 32% des personnes sont arrivées depuis moins de 5 ans dans l'agglomération, et à 25-29 ans ce pourcentage est encore de 27%, alors que 45% de la population du groupe d'âge est arrivée depuis plus de 5 ans. Les migrants, dans cette ville arrivent donc jeunes, 80% des migrants arrivés dans les cinq dernières années ont moins de 30 ans (TOTO J.P., 1990). A Dakar, quelle que soit la génération, les arrivées sont concentrées entre 15 et 25 ans (figure II). La migration concerne surtout les adolescents et les jeunes adultes, qui doivent affronter des responsabilités nouvelles dans un milieu qui leur est inconnu.

### 1. L'origine des migrants et leur localisation:

Les familles rurales procèdent à une diversification de leurs ressources en facilitant l'émigration de certains des leurs. Les migrants croient trouver un cadre de vie plus attrayant dans les villes. Les infrastructures socio-économiques (santé, école, loisirs), les emplois sont concentrés là et le cadre de vie semble plus agréable. Mais très vite les migrants reviennent de leurs illusions. Par exemple les nouveaux arrivants à Kinshasa se trouvent confrontés à la cherté de la vie en ville: quel paradoxe pour un paysan de devoir consacrer la plus grande part de ces revenus à l'achat de produits vivriers qu'il trouvait pour un coût modique à son lieu d'origine (PAIN, 1984). Dans certains pays, comme la Côte d'Ivoire, ce ne sont pas les villageois les plus pauvres qui migrent vers les villes, mais au contraire ceux originaires des régions rurales où le revenu monétaire était déjà élevé (DUBRESON, 1990).

Les migrations vers les villes ne concernent pas seulement que les ruraux. Une grande part des déplacements se font d'un centre urbain vers un autre. Un tel constat a été dressé à plusieurs reprises (au Nigéria, au Togo par exemple). En Côte d'Ivoire, par exemple 51% des migrants originaires de l'intérieur du pays et venus à Abidjan sont nés dans une autre ville ivoirienne. A Dakar pour la génération âgée de 25-34 ans, 44% sont originaires d'autres villes du pays. Ces migrants "urbains" sont en général plus instruits et déjà "rodés" à la vie urbaine. Elèves ou apprentis, ils peuvent acquérir plus rapidement une qualification professionnelle. Les migrations de jeunes scolaires constituent une des composantes majeures de ces flux entre villes, ainsi à Dakar 26% des migrants masculins âgés de moins de 35 ans sont venus pour poursuivre leurs études.

---

(1) La plupart des résultats présentés concernant Dakar proviennent d'une recherche menée conjointement par l'IFAN et l'ORSTOM. La composition de l'équipe est la suivante: Ph. ANTOINE, Démographe; Ph. BOCQUIER, Démographe-Statisticien; A. B. DIOP, Sociologue; A. S. FALL, Sociologue; Y. Mb. GUISSÉ, Anthropologue; J. NANITELAMIO, Psycho-Sociologue (ANTOINE et al, 1990).

Dans certaines agglomérations, comme à Kinshasa, les migrants ont tendance à se regrouper par ethnie dans certains quartiers, (PAIN, 1984; NZITA, 1990). Certains indicateurs, comme l'indice de concentration par quartier (NZITA, 1990) permettent de démontrer que certains quartiers exercent une attraction particulière pour certaines ethnies. Ce phénomène de concentration spatiale par ethnies se retrouve à Brazzaville ou à Yaoundé (FRANQUEVILLE, 1984). Mais dans d'autres villes, la dilution est plus grande, comme celle relevée à Abidjan, ville qui attire des migrants de toute l'Afrique de l'Ouest, et qui connaît un formidable brassage d'ethnies et de nationalités. La mobilité des locataires est grande et plus d'une cour collective abrite des originaires des différentes régions de Côte d'Ivoire ou de différents pays. Mais concentration ethnique ou pas, dans chaque ville une langue commune émerge, soit celle de l'ethnie dominante dans le pays ou dans la ville, soit celle des commerçants.

## **2. Langues, villes et migrations:**

La plupart des études démographiques ne prennent pas en considération la pratique des langues. Dans l'étude que nous venons de mener avec l'IFAN, nous nous sommes intéressés aux processus d'insertion. Dans notre questionnaire quelques questions concernent le bagage linguistique: la connaissance de la langue des parents, la connaissance du wolof, la connaissance du français, sans chercher à savoir dans quelles circonstances ou avec qui ces langues sont pratiquées. Nous livrons les premiers résultats, en rappelant bien au lecteur que ces données n'ont pas été collectées dans le cadre d'une étude linguistique. Dans l'échantillon de l'enquête que nous venons de mener auprès de 1500 personnes à Dakar, nous prenons en considération dans ce texte deux sous populations: les migrants, ceux qui ne sont pas nés à Dakar, et les non migrants, c'est-à-dire les individus nés à Dakar.

La pratique de la langue wolof est presque totale à Dakar. On constate que pour les hommes non migrants, 97,4 % déclarent être capable de bien parler le wolof et seulement 2,6 % le parler un peu. Chez les migrants 81,7 % possèdent une bonne pratique du wolof, 16,7 % le pratiquent un peu et seulement 1,4% pas du tout (en particulier des étrangers africains dont 18 % d'entre eux ne parlent pas du tout le wolof). Parmi ceux qui déclarent parler un peu le wolof, des Peul (38 % d'entre eux parlent un peu wolof), des Mandé (27 %) et surtout des Diola (51 %).

Chez les femmes, on retrouve les mêmes proportions que chez les hommes à l'exception des femmes Diola qui dans l'ensemble disent maîtriser mieux le wolof que les hommes.

La pratique du français est moins répandue chez les non migrants (ceux nés à Dakar): quelle que soit l'ethnie, 60 % des hommes déclarent bien parler le français et 12 % ne le parlent pas du tout. Pour les femmes, les proportions sont respectivement de 35% déclarant bien parler le français et 38% ne le parlant pas du tout.

Chez les migrants, 38 % des hommes en général déclarent bien parler le français, mais davantage chez les Mandé (47 %), et chez les Diola (60 %). A l'inverse 33 % des hommes déclarent ne pas parler du tout le français, mais près de 80 % chez les Peul et 40 % chez les wolof et à l'inverse seulement 17 % chez les

Mandé et 19 % chez les Diola. Les Sereer se situent dans la moyenne de l'ensemble de l'échantillon.

En ce qui concerne les femmes migrantes, 70 % d'entre elles ne parlent pas du tout le français, mais seulement 48 % des Diola, 60 % des Mandé, et au contraire 81 % des Sereer et 90 % des Toucouleur.

La pratique des langues wolof et française, est différente suivant le parcours migratoire des individus. Nous avons pris en considération deux itinéraires parmi les plus fréquents: ceux qui sont venus directement de la campagne (Rural->Dakar), et ceux originaires d'un autre centre urbain et venus par la suite à Dakar (Urbain->Dakar). Nous n'avons considéré que les migrants arrivés après l'âge de 20 ans, en distinguant, trois générations (âge actuel).

Tableau 1 : Itinéraire Rural —> Dakar

Génération	Un peu wolof seulement	Bien wolof seulement	Bien wolof peu français	Bien wolof bien français
25 -34 ans	13,5%	45,9%	16,2%	10,8%
35 -44 ans	19,6%	45,1%	19,6%	3,9%
45 -59 ans	11,1%	48,6%	27,8%	5,6%

Un seul individu de notre échantillon ne parle pas wolof. De rares cas parlent un peu le wolof, un peu le français (environ 5 %). De rares personnes, également parlent mieux le français que le wolof. Si ces ruraux passent par la ville, la proportion de ceux déclarant bien parler le wolof et le français augmente et tourne autour de 38 % pour les trois groupes d'âges.

Tableau 2 : Itinéraire Urbain —> Dakar

Génération	Un peu wolof seulement	Bien wolof seulement	Bien wolof peu français	Bien wolof bien français
25 -34 ans	2,8%	13,9%	22,2%	52,8%
35 -44 ans	7,9%	15,8%	13,2%	44,7%
45 -59 ans	7,3%	9,8%	34,1%	43,9%

Environ 2 % ne parlent pas du tout le wolof, par contre une majorité déclare maîtriser les deux langues.

Le problème de la pratique de la langue des parents ne se pose que pour les non Wolof. Chez les hommes nés à Dakar (et d'une autre ethnie que les Wolof), 21 % ne parlent pas la langue de leurs parents, par contre chez les migrants cette proportion chute à 8,7 %.

Si l'on opère une distinction par génération et par sexe, on note pour les hommes: chez les jeunes de 25-34ans et d'ethnie Toucouleur, Peul, Sereer, et Mandé qu'environ un tiers ne connaissent pas la langue de leur père. Par contre chez les Diola 88 % connaissent la langue du père

Pour les 35-44 ans, Toucouleur et Peul connaissent mieux la langue du père: seulement moins de 10 % ne le parlent pas. De même chez les Sereer (18% ne parlent pas). Mais c'est chez les Diola que la langue maternelle est la mieux conservée puisqu'elle est parlée par 95 % d'entre eux. Le même constat peut être établi pour les individus de 45-59 ans.

L'enquête confirme un fait bien établi: le wolof est parlé par la quasi-totalité des dakarois, au détriment de la connaissance de leur propre langue par certains ressortissants d'autres ethnies, à l'exception notable des Diola, qui de plus maîtrise en plus grand nombre le français.

### **3. L'accès au logement:**

La recherche d'un logement est l'un des objectifs du migrant, surtout lorsqu'il a une famille à charge. A Abidjan l'importance des flux migratoires entraîne une demande très forte de logement locatif, et c'est là une des caractéristiques de cette ville (par rapport à Dakar, par exemple), Abidjan est une ville de locataires. Malgré une politique volontariste de logement social, ce type d'habitat n'a jamais pu accueillir plus de 22% de la population de la ville. Là comme dans d'autres capitales, le niveau des prix rend les logements sociaux inaccessibles à ceux à qui ils étaient destinés, et ces logements deviennent la propriété des classes moyennes et aisées. Les migrants récents n'ont aucune chance d'accéder à ces logements. Sept habitants sur dix résident dans l'habitat de cour légal ou illégal, habitat ayant surtout une fonction d'accueil des migrants (ivoiriens ou étrangers). Cet habitat est à 80 % locatif, et les logements sont de petites dimensions. Les migrants étrangers sont quasiment absents de l'habitat économique (11% de la population résidant dans ce type d'habitat), en plus grand nombre dans l'habitat évolutif de cours (41 %), et majoritaires dans l'habitat sommaire (80 %), où il payait, en 1982, un loyer entre 3500 et 5000 F CFA pour une baraque dépourvue de commodités (ANTOINE, DUBRESSON, MANOU-SAVINA, 1987). Cet habitat de bidonville, tend avec l'approfondissement de la crise a abrité de plus en plus d'ivoiriens comme le font remarquer Y. DIAHOU (1989) et A. BONNASSIEUX (1987), et les constructions d'habitat précaire constituent un habitat refuge qui permet toutefois d'être chez soi. L'importance des bidonvilles ne doit pas faire oublier que les familles installées dans des habitats plus modernes continuent d'exercer des fonctions d'accueil des jeunes migrants. En particulier une grande part des migrations concerne les jeunes enfants confiés à un tuteur qui doit assurer sa scolarité ou favoriser son insertion professionnelle. Paradoxalement, c'est dans les familles résidant dans les habitats les plus occidentalisés que se perpétue la famille élargie.

Un manque crucial de logements se retrouve également à Dakar, dans un contexte différent où les migrations sont plus permanentes, et où nombre de familles cherchent à accéder à la possession d'une parcelle. Selon les estimations du Plan Directeur d'Urbanisme, la population dakaroise croît d'au moins 55000 personnes par an soit l'équivalent d'une capitale régionale moyenne. Cela

correspond à un besoin annuel d'au moins 7000 logements supplémentaires, production que ne peut assurer le secteur moderne de la construction, d'où l'importance de l'habitat irrégulier. Dakar au fur et à mesure de sa croissance a généré son double (selon l'expression de M. VERNIERE), Pikine. Née des premiers déguerpissements de Dakar en 1955, Pikine est devenue une commune aussi peuplée que Dakar, mais moins bien équipée, et où la majorité de l'habitat est irrégulier sur le plan foncier, ce qui ne veut pas dire qu'il ne soit pas d'une certaine qualité sur le plan du bâti. On trouve plus de baraques dans certains quartiers de Dakar (derrière un mur en dur) qu'à Pikine. Par ailleurs, davantage de chefs de famille sont propriétaire de leur parcelle à Pikine, même chez les migrants installés récemment.

Les conditions d'accueil des migrants (arrivés après l'âge de 20 ans) ont évolué à Dakar. Les nouvelles générations d'arrivants sont davantage accueillies par leur famille (60%) que leurs aînés (33%). Pour les générations arrivées à Dakar dans les années soixante, plus de 40% des arrivants devenaient très rapidement locataires (la moitié occupant une baraque), alors que seulement 15% sont rapidement locataires pour les générations actuelles. Une famille de Dakar sur deux (et plus particulièrement les classes moyennes) accueille des migrants, à l'exception des dakarois de souche qui sont moins sollicités. Pénurie de logements et manque de ressources des nouveaux arrivants se conjuguent pour expliquer ce recours de plus en plus important à la solidarité familiale. Le même phénomène se retrouve à Kinshasa, où les migrants sont accueillis, dans 82% des cas, par des membres de leur famille. La présence de membres de la famille antérieurement installés en ville facilite, voire déclenche, la venue de nouveaux membres; ainsi, la migration entretient la migration (LUTUTALA M., 1989). Cet accueil à un impact important sur la taille des ménages qui tend à s'accroître dans la plupart des agglomérations africaines. A Dakar la taille moyenne des ménages est d'environ 9 personnes, mais parmi les ménages dont le chef est né à Dakar ou bien qui est installé depuis plus de 20 ans, un tiers de ces ménages compte plus de 10 personnes. Les difficultés économiques conduisent les individus à prendre de plus en plus tard la responsabilité d'une famille: à 35 ans seulement 30% des hommes sont chef de ménage. La crise perpétue et accroît la dépendance envers les aînés.

Dans de nombreuses villes la pénurie et la cherté du logement urbain, le coût de la vie conduisent de plus en plus de citadins à dissocier la résidence du chef de ménage et celle de (ou des) l'épouse(s) qui réside(nt) ailleurs à la campagne (LOCOH 1989). La migration vers la ville induit bien souvent une multi-résidence que favorise la polygamie. On multiplie les pôles d'activités ruraux ou urbains et chacune des femmes réside dans l'un de ces pôles. Malgré cela les migrations féminines vers les villes tendent à devenir aussi importantes que celles des hommes (dans certains cas elles sont plus nombreuses (FINDLEY, 1989)), et l'on observe un rééquilibrage progressif du rapport de masculinité dans les villes: Dakar, Kinshasa présentent aujourd'hui des pyramides des âges équilibrées par sexe.

#### **4. L'accès au travail:**

La majorité des migrants n'ont pas les qualifications nécessaires pour prétendre aux postes du secteur moderne; mais en contrepartie, ils sont prêts à tous les travaux, et sont relativement moins touchés par le chômage urbain que les natifs

des villes. Cette forte disponibilité de main d'oeuvre contribue à maintenir la rémunération des travaux non qualifiés à un niveau très bas. La filière souvent exploitée est le secteur dit informel. Elle semble être la porte d'entrée privilégiée des migrants qui s'appuient sur différents réseaux relationnels omniprésents dans le contexte de la migration africaine. A Kinshasa, en 1981, 58% des migrants se déclaraient commerçants, et la plupart exerçaient des professions non salariés. L'accès des migrantes au marché du travail est plus difficile du fait de leur faible niveau de scolarisation.

La concentration de la population en ville est à elle seule génératrice de nombreux emplois: il faut nourrir, loger, habiller, transporter, éduquer, soigner... des milliers de personnes chaque jour. Des milliers d'emplois de service adaptés à la modicité des moyens des clients sont ainsi induits par l'urbanisation: commerce de micro détail, restauratrices, réparateurs en tout genre, tâcherons du bâtiment... Ce secteur informel masque souvent le sous emploi et permet très rarement l'accumulation, mais assure à de nombreuses familles le quotidien.

Si l'on considère l'exemple des migrants arrivés à Dakar après l'âge de 20 ans et aujourd'hui âgés de 35 à 44 ans (Tableau 1), 29% d'entre eux ont commencé leur vie active à Dakar dans l'informel et ils exercent encore dans ce secteur (sans pratiquer obligatoirement le même métier). De même 23% sont toujours restés salariés. Les transitions d'un secteur à l'autre sont rares: 4% de l'effectif est passé de l'informel au salariat moderne et la même proportion a connu le parcours inverse. Au moment de l'arrivée 15% des migrants était au chômage, ils ont tous à un moment ou un autre trouvé un emploi, mais 3% sont redevenus actuellement chômeurs, et 6% connaissent maintenant le chômage. L'enquête ne nous renseigne pas sur le devenir des migrants qui auraient quitté la ville (après une longue période de chômage), mais les calculs démographiques et les extrapolations auxquelles l'on peut se livrer, incite à penser que peu de migrants retournent dans leur lieu d'origine. Dans d'autres pays où les opportunités sont (ou étaient jusqu'à ces dernières années) plus diverses, la mobilité entre la capitale et l'arrière pays est plus grande.

Tableau 3 : Migrants arrivés après l'âge de 20 ans et agés de 35 à 44 ans.  
Répartition pour 100 migrants

Situation à l'arrivée	Situation actuelle		
	Chômage	Informel	Salariat moderne
Chômage	3	5	7
Apprenti	6	12	6
Informel		30	4
Salariat moderne		4	23
<b>TOTAL Sit.Actuelle</b>	9	51	40

La connaissance ou non du français participe à la segmentation du marché du travail. Nous avons considéré l'activité exercée à l'arrivée à Dakar, et l'activité actuelle pour une même génération de migrants âgés de 35-44 ans et arrivés à Dakar après l'âge de 20 ans. Une distinction est opérée entre deux sous groupes: ceux qui parlent bien les deux langues (français et wolof), et ceux qui ne parle que le wolof.

Tableau 4: PARLE BIEN LE WOLOF ET BIEN LE FRANCAIS  
Répartition pour 100 migrants.

Situation à l'arrivée	Situation actuelle			Total Sit. à l'arrivée
	Chômage	Informel	Salariat moderne	
Chômage	5,5	4	18	27,5
Apprenti		1,5	1,5	3
Informel		11	4	15
Salariat moderne	1,5	3	50	54,5
<i>TOTAL Sit.Actuelle</i>	7	19,5	73,5	100

Tableau 5: PARLE BIEN LE WOLOF SEULEMENT  
Répartition pour 100 migrants.

Situation à l'arrivée	Situation actuelle			Total Sit. à l'arrivée
	Chômage	Informel	Salariat moderne	
Chômage	1	2	1	4
Apprenti	1	13,5	2,5	17
Informel	3,5	63	2,5	69
Salariat moderne	2	1	7	10
<i>TOTAL Sit.Actuelle</i>	7,5	79,5	13	100

Lorsque l'on ne connaît pas le français les chances d'accès à un emploi salarié sont très restreintes (moins de 15% de l'échantillon). Dans un travail sur les mêmes données, et où davantage de variables sont prises en considération, Ph. BOCQUIER (1990) arrive aux conclusions suivantes. "La connaissance du français augmente considérablement les chances de devenir salarié chez ceux qui n'ont pas connu l'école publique. En d'autres termes, celui qui ne connaît pas le français a des chances presque nulles d'obtenir un premier emploi en tant que salarié. Les entreprises du secteur moderne qui constituent principalement le

marché du travail salarié, recrutent avant tout des personnes ayant au moins la connaissance du français. Une fois franchi ce cap, les chances de devenir salarié sont relativement constantes jusqu'au niveau de la classe de troisième dans l'enseignement général. Pour ces niveaux d'éducation, les différences d'accès au premier emploi seront expliquées par les autres variables, notamment par l'apprentissage". A Dakar, comme dans d'autres capitales africaines, la connaissance de la langue du colonisateur conditionne l'accès au marché de l'emploi dans le secteur moderne.

### 5. La vie de relations:

Les processus migratoires s'enracinent souvent dans des traditions de mobilité spatiale qui remontent parfois à quelques générations. Le migrant est membre d'une communauté de parenté, de famille et de lignage souvent étendue, et laisse des membres de sa communauté dans le village pour en retrouver d'autres anciennement installés en ville. Il maintient, par conséquent, des liens plus ou moins forts avec son milieu d'origine. D'autre part les associations de ressortissants sont particulièrement actives en ville. Ces associations réunissent des originaires d'une même région ou d'un même village (O'DEYE, 1985). Ces associations jouent un rôle clé pour maintenir des liens privilégiés avec le milieu d'origine, ou éviter l'assimilation totale avec le milieu d'accueil, et renforcer le contrôle social comme dans le cas des jeunes bonnes Diola (DIOP, 1989).

Les migrants occupant des postes de responsabilité en ville réinvestissent parfois, économiquement et socialement, dans leur région d'origine : participation à la construction d'écoles, de dispensaires, de nouvelles maisons, aux achats d'équipements agricoles, et également participation à la vie politique et sociale. Le maintien de relations avec le milieu d'origine entraîne d'importants flux financiers entre la ville et la campagne: à Abidjan 8% des revenus sont transférés en zone rurale; au Ghana, une étude plus ancienne de Caldwell relevait que 10% des revenus gagnés à Accra partent dans les villages (MAHIEU, 1989).

A mesure que se prolonge le séjour en ville, les pôles d'intérêt relationnel du migrant se multiplient. Au delà des réseaux associatifs, les relations de voisinage et de travail prennent le relais. A Dakar, par exemple, le quartier est un cadre de brassage social où cohabitent des familles d'origine sociale différente (pluralité ethnique, linguistique, de groupes statutaires...) et peu de gens y connaissent le vide relationnel: regroupements, associations, tontines se mettent en place et vivifient les relations de voisinage (FALL, 1990).

Des réseaux sociaux, familiaux, culturels, religieux se sont constitués et consolidés au cours du temps. Les réseaux sont éclatés dans l'espace social, et les acteurs sociaux n'ont pas le plus souvent conscience d'appartenir à des réseaux. Ce sont les nouveaux tissus sociaux par lesquels se réorganisent et se restructurent dans le contexte urbain, les communautés ethniques, familiales, villageoises. Ces réseaux tout en s'organisant sur les rapports traditionnels de solidarité mais aussi de hiérarchie et d'inégalité entre ses membres, se "modernisent" en quelque sorte, en intégrant d'autres types de solidarités et de liens créés par de nouvelles appartenances: politiques, syndicales, associatives, professionnelles, sportives... Le processus d'insertion se traduit peut-être par un passage de réseaux à fondements villageois à des réseaux plus spécifiquement urbains.

## CONCLUSIONS:

Les situations sont diverses suivant les pays, mais quelques traits forts se dégagent: l'ampleur de l'urbanisation et particulièrement l'émergence de villes millionnaires en population, des flux migratoires continus de jeunes, une émigration qui ne touche pas que les campagnes mais aussi les villes de l'intérieur, une forte migration de jeunes scolaires. L'accueil est assuré très souvent par la parenté déjà installée en ville, avec pour conséquence une augmentation de la taille des ménages, et une accentuation de la charge par actif. Les relations avec la campagne sont plus ou moins importantes suivant les pays, et les possibilités de réversibilité des flux diverses.

La crise que traverse plusieurs pays tant sur le continent, que dans les pays du Nord s'accompagne de fortes poussées xénophobes, et rend plus problématique l'insertion dans un pays étranger. Malgré toutes ces incertitudes, les migrations vont se poursuivre, se réorienter, prendre d'autres formes, se tourner vers d'autres destinations.

La croissance urbaine va se poursuivre en Afrique, mais dans un contexte de marginalisation d'une partie de plus en plus grande de la population urbaine, phénomène accentué par les effets des programmes d'ajustement structurel: l'investissement décroît, l'emploi moderne chute, entraînant une perte de pouvoir d'achat des salariés. Les écarts de revenus entre villes et campagnes tendent à se réduire, mais malheureusement, par un nivellement par le bas (DURUFLE, 1988; JAMAL et WEEKS, 1988). Le monde rural assure mal la survie des populations et la ville tend à ne plus constituer une issue viable. Les réseaux sociaux de solidarité, et en particulier la parenté, ont certainement amoindri les effets des compressions d'emplois et de réduction des revenus, mais pendant combien de temps pourront-ils encore jouer ce rôle?

## BIBLIOGRAPHIE

- ADEPOJU A., 1988 "Migration et urbanisation en Afrique. Problèmes et politiques", in *L'état de la démographie africaine*. UIESP 123 p.
- ANTOINE Ph., BOCQUIER Ph., FALL A.S., GUISSÉ Y.Mb., NANITELAMIO J., 1990 "Etude de l'insertion urbaine des migrants à Dakar. Présentation de la méthodologie de l'enquête menée à Dakar." A paraître dans "Pratiques sociales et travail en milieu urbain". Les Cahiers n°14. 11 p. multigr.
- ANTOINE Ph, DUBRESSON A., MANOU SAVINA A., 1987 Abidjan "Côté cours", Orstom-Karthala, 274 p.
- ANTOINE Ph., L. SAVANE L., 1990 "Urbanisation et migration en Afrique" in *The role of migration in African development: issues and policies for the 90 S*. UEPA, Commissioned papers, Conférence de Nairobi. 1990. pp 55-81.
- BOCQUIER Ph., 1990 "Un exemple d'analyse statistique des biographies: l'entrée dans la vie active à Dakar". A paraître dans "Pratiques sociales et travail en milieu urbain". Les Cahiers n°14. 11 p. multigr.
- BONNASSIEUX A., 1987 *L'autre Abidjan*. Inadès édition Karthala, 220 p.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1988 "Villes coloniales et histoire des Africains", *Vingtième siècle* n° 20 pp 49-73.
- COULIBALY S., GREGORY J.W. et PICHE V., 1980 *Les migrations voltaïques* tome 1, *Importance et ambivalence de la migration voltaïque*. Ottawa et Ouagadougou, CRDI, INSD et CVRS, 144 p.
- DIOP M., 1989: "Un exemple de non insertion urbaine: le cas des migrantes saisonnières de Basse-Casamance à Dakar", in *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*, ORSTOM Colloques et Séminaires, pp 79-89.
- DUBRESSON A, 1990. *Migrations, villes et villages de Côte d'Ivoire*. in *The role of migration in African development: issues and policies for the 90 S* UEPA, Commissioned papers, Conférence de Nairobi. 1990. pp 96-108.
- DURUFLE G., 1988. *L'ajustement structurel en Afrique*. Karthala, 205 p.
- FALL A.S., 1990. "Du questionnaire biographique quantitatif aux entretiens approfondis sur les réseaux de sociabilité en ville". A paraître dans "Pratiques sociales et travail en milieu urbain". Les Cahiers n°14. 13 p. multigr.
- FINDLEY S., 1989. *Les migrations féminines dans les villes africaines*. in *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*. CRDI-ORSTOM-URD. Collection colloques et séminaires pp 55-70.
- FRANQUEVILLE, 1984. *Yaoundé, Construire une capitale*. Editions de l'ORSTOM, Paris, 192 p.
- HUGON Ph., SUDRIE O., 1988. "Les indicateurs démo-économiques et leur représentativité du processus d'urbanisation en Afrique sub-saharienne",

- in *Processus d'Urbanisation en Afrique Tome 2* l'Harmattan pp 68-93.
- JAMAL V., WEEKS J., 1988. "Le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique au sud du Sahara." *Revue Internationale du travail* vol 127, n° 3, pp 305-329.
- LOCOH Th., 1989. "Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines." in *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*. CRDI-ORSTOM-URD. pp 21-34.
- LUTUTALA M., 1989. "L'ubiquité résidentielle africaine et le concept des migrations. *Etude de la population africaine*, n°2, mars 1989, pp 5-17.
- MAHIEU F.R., 1989: "Transferts et communauté africaine". *Stateco*, INSEE, Paris, juin-septembre N° 58-59 pp. 107-136.
- MINISTERE DE L'URBANISME, Sénégal, 1986: *Plan directeur d'urbanisme de Dakar 2001*, 255 p.
- MINISTERE DU PLAN, Sénégal, 1986: *Plan régional de développement intégré de la région de Dakar. Synthèse, Bilan, Diagnostic*.
- NZITA K., 1990. "Les conditions socio-économiques d'insertion des migrants dans la vie en ville: cas de l'agglomération de Kinshasa." Communication à la Conférence de l'UEPA sur "Le rôle des migrations dans le développement de l'Afrique" Nairobi 19-23 février 1990. A paraître Actes du colloque, Vol II, 12 p multigr.
- O'DEYE M., 1985. *Les associations en villes africaines*. Dakar, Brazzaville. L'Harmattan, 125 p.
- ONIBOKUN A.G., 1989. "Urban growth and urban management in Nigeria." in "African cities in crisis" edited by STERN and WHITE, Westview Press, pp 69-111.
- PAIN M., 1984. *Kinshasa la ville et la Cité*. ORSTOM, Coll. Mémoires n°105, 267 p.
- SAVANE L., 1988. *Population : un point de vue africain*. EPO Anvers 212 p.
- THUMERELLE P.J., 1986. *Peuples en mouvement. La mobilité spatiale des populations*. SEDES, Paris. 325 p.
- TOTO J.P., 1990. "Brazzaville de 1974 à 1984: 10 ans de migration et de croissance démographique." Communication à la Conférence de l'UEPA sur "Le rôle des migrations dans le développement de l'Afrique" Nairobi 19-23 février 1990. A paraître Actes du colloque, Vol II, 16 p multigr.
- TRINCAZ P., 1989. "L'importance de la famille dans les processus d'insertion urbaine des Sereer du bassin arachidier." in *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*. CRDI-ORSTOM-URD. Collection colloques et séminaires pp 33-39.
- VERNIERE M., 1977. *Volontarisme d'état et spontanéisme populaire dans l'urbanisation du Tiers Monde. Le cas de Dagoudane Pikine*. Paris Bibliothèque Nationale, 278 p.
- YAPI DIAHOU A., 1989. "La périlleuse insertion des migrants à Abidjan: l'Etat et les migrants face à la question du

Langues et développement: Collection dirigée par R. Chaudenson

Actes du colloque international  
Des langues et des villes

Organisé conjointement par  
le CERPL (PARIS V) et le CLAD (DAKAR)  
à DAKAR, du 15 au 17 décembre 1990



Agence de coopération culturelle et technique

Diffusion: Didier Érudition

# CONFERENCES